

3 juin 2007



Dénouement de la crise budgétaire : **Le PQ se dégonfle pendant que la direction de QS s'écrase**

Les sondages n'auront pas été au rendez-vous du duo PLQ-PQ qui souhaitait précipiter des élections afin de marginaliser l'ADQ avant qu'il ne puisse se renforcer pour être en mesure d'être un parti de pouvoir. La faute tactique du chef de l'ADQ ne pèsera pas lourd face à l'aventurisme Libéral et à la capitulation du PQ. En prime, l'ADQ n'aura plus à se torturer entre baisse d'impôts et remboursement de la dette. Le rejet populaire de la priorité aux baisses d'impôt aura surpris tous les analystes même si les sondages pré-électorales laissaient clairement voir le fort penchant services publics de l'électorat québécois. Toutefois, cette déveine à elle seule n'aurait pas arrêté le premier ministre tant il était au pied du mur comme chef peu crédible d'un parti lui-même en continuelle baisse de popularité mais confiant dans sa capacité électoraliste de vendre son produit aux « classes moyennes » au détriment de l'ADQ.

Il a fallu le recul honteux du PQ qui en une semaine a vu fondre sa percée dans les sondages suite à l'arrivée de la nouvelle chef virtuelle. Comme quoi la crise du PQ est profonde, tellement est insoluble la contradiction souveraineté-néolibéralisme, à ce point que le recentrage de la nouvelle chef virtuelle l'oblige à reporter la souveraineté aux calendes grecques et à « moderniser » la sociale-démocratie en renonçant à la promesse électorale du gel des frais de scolarité, il est vrai, peu crédible au départ. Pour les électoralistes, les sondages sont tout, le manque de fonds et l'absence formelle de programme n'étant pas un obstacle insurmontable. Comme le dit l'analyste Vincent Marissal de La Presse [1^{er} juin 2007], le compromis péquiste de 111 millions \$ est très loin du milliard \$, à l'échelle du budget québécois, que le NPD avait arraché aux Libéraux fédéraux en 2005, sans compter que les baisses d'impôt restent intacts contrairement à toutes les déclarations en sens contraire des ténors péquistes de la chef virtuelle jusqu'au chef intérimaire en passant par le critique financier.

À défaut de ne pas pouvoir déclencher une crise électorale tout en blâmant le PQ, le premier ministre a certes gagné du temps mais il demeure en sursis. Reste que le premier ministre, presque à lui seul, malgré une faible popularité qui ne se dément pas depuis l'automne 2003, a livré la marchandise à la bourgeoisie. Le premier ministre a rendu à ses maîtres l'immense service de briser le mouvement syndical, de légiférer les

PPP et, avec le dernier budget, d'enfin baisser abruptement les impôts — tout comme l'a fait le PQ sous la férule de Landy-Marois après les coupures de Bouchard — tout en déclenchant le processus de privatisation de la santé. Cependant, la bourgeoisie le laissera joyeusement tomber s'il n'est plus vendable sur le marché électoral car elle n'a pas d'âme, seulement un cœur d'argent sonnante. S'il n'y a pas un autre chef crédible au PLQ, trop compromis, la bourgeoisie se rabattra temporairement sur l'ADQ, déjà la coqueluche d'une minorité d'entre elle, tout comme jadis elle s'était rabattu sur le PQ pour contrer la montée du mouvement indépendantiste.

Si l'électorat amplifiait son tournant à gauche au point de redécouvrir la force de la rue — étudiants et cols bleus montréalais ont des rendez-vous cet automne — même la direction de Québec solidaire, si elle arrivait à dompter l'impétuosité antilibérale et indépendantiste d'une portion significative de sa base, pourrait être appelée à la rescousse. En effet, sans qu'on ne lui demande quoi que ce soit, sans donc aucune pression s'exerçant sur elle, la direction de Québec solidaire a renié son cadre financier électoral, pourtant tout à fait social-libéral, en deux temps trois mouvements. Adieu les modestes hausses d'impôts pour les entreprises et les couches riches, vive la baisse d'impôts du PLQ moins les demandes péquistes originales (300 millions \$) moins la demande supplémentaire de la direction de QS (90 millions \$) en faveur des bénéficiaires de l'aide sociale, soit 560 millions \$ (950-300-90). Comme virage du social-libéralisme au néolibéralisme, on ne fait pas mieux. [Communiqué de presse de QS du 30 mai 2007]

Ainsi se prépare un pacte électoral avec le PQ ou même une fusion, si le PQ n'arrive pas à tenir le coup, quitte à ce qu'indépendantistes et antilibéraux restent orphelins d'un parti à moins de continuer à se pincer le nez par besoin électoraliste de vedettariat médiatique. Évoquant l'apparent obstacle comme quoi « *la population du Québec ne veut pas retourner en élection* », la direction de QS se positionne à droite des « *étudiants ainsi que [de] la Confédération des syndicats nationaux (CSN), [de] la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et [de] la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) [qui] ont réclamé la tenue d'une commission parlementaire itinérante sur l'accessibilité et le financement des études post-secondaires, le maintien du gel des droits de scolarité et l'annulation des baisses d'impôt. (je souligne)* » [Le Devoir, 30 mai 2007] Cette coalition ponctuelle a refusé d'évoquer le spectre des élections précipitées. De dire le président de la FEUQ, « *l'opposition devrait s'y opposer [au budget], "quitte à tomber en élection"* ». [Radio-Canada, 29 mai 2007]

Cet écrasement néolibéral de la direction de QS risque de se continuer lors du prochain Conseil national de la mi-juin sur la question internationale. On n'en revient pas de la vacuité totale des propositions sur lesquelles les délégués seront appelés à voter. Qu'on en juge :

- « *sur la base de nos orientations : lutte contre les impérialismes; pour des accords commerciaux justes et équitables; pour une vision écologiste du développement et des gestes conséquents; pour le respect des libertés fondamentales et des droits humains, en particulier ceux des femmes; contre le racisme; pour la promotion de la négociation plutôt que la guerre dans les situations de conflits.*

- « en portant une attention particulière aux peuples et continents suivants : l'Amérique latine et les Caraïbes, le Proche et Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne, les peuples autochtones.
- « selon la nature des enjeux et notre analyse de la situation, en tenant compte des positions exprimées par des militantes et militants progressistes des communautés culturelles au Québec;
- « selon l'existence et la crédibilité d'une demande d'appui de groupes ou partis politiques démocratiques dans les pays concernés ou de groupes de solidarité internationale au Québec;
- « en fonction du rôle et des responsabilités des gouvernements québécois et canadien. »

Non seulement y évite-on toute prise de position concrète sur le libre-échange (ex. refus de l'ALÉNA) et de la guerre (ex. retrait des troupes d'occupation) mais on proclame des principes qui renvoient les protagonistes dos-à-dos alors qu'il s'agit bien d'un rapport fort inégalitaire d'exploitation et de domination du néolibéralisme guerrier contre les peuples. Mais on y parle de « *lutte contre les impérialismes* ». Oh, le gros mot. Passe-Partout et Passe-Montagne doivent en frissonner !

Marc Bonhomme, 3 juin 2007